

Torture et démocratie

La torture est pratiquée par un tiers des Etats membres de l'ONU

La pratique de la torture remonte sans doute aux origines de l'espèce humaine, mais ce n'est que récemment qu'une majorité d'Etats ont décidé de fixer un cadre juridique à ces pratiques dégradantes. Les textes les plus connus sur ce sujet, au niveau international, incluent la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), les Conventions de Genève (1949), la Convention des Nations-Unies (1984), la Convention européenne (1987/2002). Pourtant, ces pratiques persistent, et, selon l'historien E. Hobsbawm, elles sont utilisées par un tiers au moins des Etats membres des Nations Unies, y compris par les plus civilisés. Une illustration en est ainsi fournie par l'histoire récente portant sur la réalisation d'actes de torture par la CIA américaine entre 2002 et 2007. La publication de nombreux documents révélant le développement et la nature de ces pratiques au cours de ces dernières années constitue un acte politique majeur de la nouvelle administration, suscitant dans la presse et l'opinion publique américaine un flot de commentaires et de prises de position.

Quelques faits pour mémoire.

Dans les jours et semaines qui suivent les attentats du 11 septembre 2001, le gouvernement prend une série de mesures d'urgence et le président des Etats-Unis décide, le 7 février 2002, que les membres de groupements terroristes, arrêtés en Afghanistan notamment, ne peuvent bénéficier des protections assurées par les conventions de Genève. La prison de Guantanamo Bay reçoit ses premiers détenus, et l'un des chefs d'Al-Qaïda, Abu Zubayda, est capturé au Pakistan. La CIA, en charge de ces interventions, s'enquiert auprès du Département de la Justice (Office of Legal Counsel) de la légalité du recours à des techniques d'interrogations « musclées » des terroristes suspects. Ces méthodes incluent une gamme de procédés allant de confinements forcés, à des gifles, des privations de sommeil et des simulacres de noyade.

Rôle des juristes

Différents « memorandums » rédigés entre 2002 et 2007 par des juristes de rang élevé du ministère de la Justice, concluent à la demande de la CIA, au caractère légal de ces techniques d'interrogation, et donnent donc un feu vert à la CIA pour les mettre en œuvre. Le suspect Abu Zubayda est ainsi soumis au simulacre de noyade à plus de 80 reprises. Un autre suspect, Khaled Shaik Mohammed, subit cette épreuve 183 fois en mars 2003. Ces pratiques sont, bien entendu, connues des principaux responsables US, dont le président, le vice-président Cheney, le secrétaire à la défense Rumsfeld, et bien d'autres, qui soutiennent ces pratiques. En 2003, la Croix-Rouge, seule organisation indépendante ayant accès aux détenus de Guantanamo, mentionne publiquement la détérioration de leurs conditions de santé. Les tortures et abus de prisonniers à Abu Ghraïb sont rendus publics en 2004, et la Cour suprême établit que

les détenus de Guantanamo ont le droit légal de contester leur détention. Ces événements ont peu d'effets sur la politique gouvernementale ; de nouveaux « mémos » provenant du Département de la Justice, à la demande de la CIA, réaffirment la légalité des pratiques de torture. Ces informations cependant passent dans la presse.

Difficultés pour s'opposer à ces pratiques

En 2005, la CIA commence à détruire des enregistrements vidéo de ces interrogatoires, et le Congrès adopte une loi sur le traitement des prisonniers, prohibant des interventions cruelles, inhumaines ou dégradantes. L'année suivante, Dick Marty et ses collègues du Conseil de l'Europe dénoncent l'implication de pays européens dans le transport et la détention, tenus secrets, d'individus détenus par les Etats-Unis. Le vice-président Cheney, de son côté, minimise les effets des tortures, et réclame leur continuation au prétexte que de nombreux renseignements ont ainsi été obtenus (ces dernières affirmations ont été contredites par des témoins directs de ces pratiques).

En 2007 encore, et malgré des prises de position critiques de la Cour suprême, le président Bush signe un « ordre exécutif » autorisant la CIA à utiliser des techniques d'interrogatoire « plus fermes ». Cette même année, un rapport, « strictement confidentiel », du Comité international de la Croix-Rouge est rédigé à l'intention de la CIA, détaillant en quelque 40 pages les conclusions d'une visite et enquête in situ, mettant en évidence les traitements inhumains et dégradants auxquels ont été exposés 14 détenus de Guantanamo, au mépris du droit international. Ce rapport a été rendu public en mars 2009 par Mark Danner, dans la *New York Review of Books*.

Si ces pratiques ont été abandonnées par la nouvelle administration US, la volonté affirmée du président Obama de fermer la prison de Guantanamo dans le délai d'un an après la signature du décret, le 22 janvier 2009, se heurte à diverses difficultés, qui vont sans doute retarder cette fermeture. Par ailleurs, le ministre de la Justice Eric Holder a fait ouvrir une enquête sur les tortures pratiquées par la CIA, une décision courageuse mais loin de faire l'unanimité aux Etats-Unis.

Effet limité des rapports

L'histoire de ces années, concernant les techniques d'interrogatoire utilisées par la CIA, a pu être connue en détail grâce à la publication, le 16 avril dernier, de quatre des « mémos » mentionnés plus haut (ils ont été publiés en traduction française en mai 2009 aux Editions des Equateurs). Un autre « mémo » important, daté du 7 mai 2004, a été rendu public (bien que fortement caviardé) le 24 août dernier. Il met en évidence les vives critiques adressées en 2004 par l'Inspecteur général de la CIA, à l'égard des techniques d'interrogatoire « appuyées » de l'agence, soulignant les dissimulations du Département de la Justice

.....Suite page 2 >>>>

Le GIPRI change de locaux et de site

Au cours de l'été, le GIPRI a changé de locaux et a procédé à une refonte totale de son site.

Le bureau de l'Institut est désormais 6 Route des Jeunes, à Lancy, dans la tour CFF surmontée de grandes antennes. Nous sommes au 3^{ème} étage, bureau 39. L'accès en est facile et rapide, par voiture, tram ou train.

Les visiteurs venant en voiture ont deux heures de place gratuite s'ils n'omettent pas d'apposer le macaron de rigueur sur l'une des places « Visiteurs ».

La gare CFF est à 2'. L'arrêt est **Lancy Pont Rouge**.

Le bâtiment est à côté de l'arrêt de tram **P+R Etoile**. L'accès en est direct depuis l'ONU ou la gare de Cornavin. Prendre la ligne 15 direction **Palettes**. Descendre à P+R Etoile. L'adresse postale est : **GIPRI - 6 route des Jeunes – 1227 Carouge**.

L'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève a aussi refondu son site, qui reste sous www.gipri.ch Nous le reconstruisons pas à pas, dans le double souci de la clarté et d'une actualisation simplifiée pour les administrateurs.

Venez-nous voir, de préférence en prenant rendez-vous au **022 301 71 41**. ■



L'immeuble qui abrite les nouveaux locaux du GIPRI

Torture et démocratie

>>> Suite de la page 1

et de la présidence concernant ces pratiques, et le caractère illégal de ces tortures, malgré l'approbation des juristes officiels. Ces critiques n'ont eu aucun effet concret sur les principaux responsables politiques des Etats-Unis de l'époque. La littérature consacrée aux tortures pratiquées au cours de ces dernières années sous l'égide de la CIA (en partie d'ailleurs par des sous-traitants privés), avec l'incitation et la bénédiction des plus hauts responsables des Etats-Unis, est déjà considérable.

Commentaires

Deux aspects spécifiques méritent un bref commentaire. Le premier concerne le rôle particulièrement pervers d'un certain nombre de juristes de rang élevé, relevant du Département concerné. Comme le souligne D. Cole dans un article récent de la New York Review of Books, l'« Office of Legal Counsel », organisme qui normalement constitue la « conscience constitutionnelle » du Département de la Justice, et qui réunit parmi les meilleurs juristes du pays, et nombre de professeurs de droit de haut niveau, aurait sans doute pu mettre un terme aux pratiques illégales initiées par la CIA et la présidence, s'il avait clairement marqué son opposition. Les juristes de l'OLC avaient la possibilité et la responsabilité de prévenir ces pratiques illégales. Ils les ont, au contraire, validées, utilisant des arguments tortueux visant à faire croire qu'elles ne constituaient pas des techniques de torture au sens propre du mot.

Rôle inacceptable du personnel de santé

Le second se rapporte au rôle tout aussi inacceptable du personnel de santé, médecins et psychologues en particulier, dans les pratiques de torture. L'un des arguments utilisés de manière répétée par les juristes, était que les techniques d'interrogatoire « appuyées » étaient admissibles puisque des professionnels de santé, présents aux séances, pouvaient intervenir si la vie de l'« interrogé » était mise en danger. Le rôle important joué par certains de ces professionnels durant les séances de torture, avait été décrit dans le rapport de 2004 de l'Inspecteur général de la CIA, publié en août dernier et déjà mentionné plus haut, menant à la conclusion générale que ces professionnels ont contribué à planifier, surveiller, enregistrer et légitimer ces pratiques. De telles activités devraient clairement être condamnées et surtout réprimées. ■

Jacques Diezi, président du GIPRI

Nuclear Disarmament, if at all, when, where, by how much?

Great expectations on future change in world politics are raised by the election of the new US president, Barack Obama, representing the strongest nuclear weapon state. They are particularly pronounced in countries outside the US, but considerably dampened by the population and government officials at home. As I see it, the *American Empire* is based on the possession of and threat of use of its nuclear weapons. This is documented in *"Empire and the Bomb, How the US Uses Nuclear Weapons to Dominate the World"*, (J. Gerson, Pluto Press, London, Ann Arbor, 2007), the best book, I have read on this subject in the recent decade.

Obama's Dreams

Obamas *nuclear weapon-free world*, elaborated upon recently in his speech in Prague, may very well remain a dream, looking at the opinion of important politicians inside the US. When I asked (*GH*) (12th, August 2009) the newly appointed US Ambassador to the *Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT)*, Susan Burk (*SB*), two precise questions in the discussion session at her first public appearance at the *Geneva Centre for Security Policy (GCSP)*, "Strengthening the Nuclear Non-Proliferation Regime: A Blueprint for Progress", I got no concrete answer to neither.

GH: "When will the Comprehensive Test-Ban Treaty (CTBT) get to the US Senate floor for ratification and what are the chances for being approved by a 2/3 majority?"

SB: "I would have to look into a crystal ball" (sic!)

I was disappointed to get such an incompetent response from an apparently important diplomat. The CTBT had been voted down in the U.S. Senate ten years ago. With its present composition (57 Democrats, 40 Republicans, 2 Independents, 1 unfilled seat), approval would require the support of all Democrats (there is no guarantee for that!) and at least 8 Republicans. Another failure could signal the death sentence for the treaty. That might be one reason, out of apprehension, that it is not (yet) scheduled for deliberation, the other being the anticipated strong opposition of the military/industrial complex.

The treaty was adopted by the United Nations General Assembly on September 10 1996. 44 countries have to ratify to enter the treaty into force. If the U.S. doesn't ratify, other outstanding ratifications by China, Egypt, Indonesia, Iran, Israel (India, North Korea, Pakistan have not even signed) will in all probability not occur in the near future.

GH: "What are the chances that a follow-up bilateral treaty, to the by the December 5, 2009 expiring START Treaty between the US and Russia, will find the approval of the Senate, looking at the strong opposition, among others, by former Ambassador John Bolton (*first appointment at the Conference on Disarmament (CD) in Geneva, then at the UN in New York*) and by former Secretary of Defence James Schlesinger, who both called even thinking about any reduction of the US nuclear arsenal as suicidal?"

SB: No answer, just silence.

For a better understanding of the situation inside the U.S., follows the Executive Summary of a paper by the U.S. Senate Republican Policy Committee, September 30, 2009, entitled :

"Do Time Extension Instead of a Bad Treaty: START Follow-on Dos & Don'ts"

<http://rpc.senate.gov/public/ files/093009STARTFollow onDosandDonts.ms.pdf>

• The Strategic Arms Reduction Treaty (START), which provides limits on U.S. and Russian strategic nuclear warheads and delivery systems, and a complex regime to verify compliance with those limits, is set to expire on December 5, 2009. President Obama and Russian President Medvedev have proposed a legally binding agreement to replace it, which President Obama said will be done this year.

• The Constitution requires the Senate give its advice and consent to treaties. The Senate will have to give its consent to this START follow-on agreement, which should capture the following six principles:

1. If the treaty requires reductions in the U.S. nuclear arsenal, the President should explain what beneficial geopolitical developments compel such cuts.

2. A thorough nuclear posture review should recommend numerical limitations.

3. Military needs must drive those numerical limitations, not vice versa.

4. The treaty should deal with Russian tactical (non strategic) nuclear weapons.

5. The treaty should not limit extraneous and unrelated U.S. defense programs, such as missile defense or prompt global strike capability.

6. A comprehensive nuclear modernization plan should accompany the treaty.

• The United States should not pay for what is free. Russia's nuclear numbers will decline dramatically in the coming years with or without an arms control treaty. The United States should not make important concessions in return for something that will happen in any event.

• Russia needs this agreement far more than the U.S. does. It is desperately trying to lock the U.S. into lower nuclear levels, not the other way around.

• If the Administration can complete an agreement consistent with these principles and submit it with sufficient time for the Senate to complete a thorough review by the time START expires, then it is more likely to gain the two-thirds majority necessary for Senate consent.

• On the other hand, if these goals cannot be met by the end of this year, or in order to alleviate any timeline pressure there may be to negotiate a treaty not meeting these goals, the Senate should consent to a straightforward extension of START to remain in force while the parties continue to negotiate a replacement."

I left the meeting at GCSP deeply depressed and had been shocked even more after reading the Republican Policy Paper, recognizing that Obama could never satisfy these demands. I asked myself:

Is there still hope for nuclear disarmament?

I have no affirmative answer, but give it only indirectly by remaining active with NGOs like Pugwash, GIPRI, INESAP, USPID and NAPF, and raise my questions in public meetings whenever there is an opportunity, looking for followers. - Was the award of the *Peace Nobel Prize* helpful for Obama prior to any anticipated achievement, or given only for his laudable words? Had the price put a heavy stone around his neck, drowning him? ■

The above analysis is under the sole responsibility of the author. Gert Harigel

Le pacifisme suisse : un essai de synthèse

3ème partie : Le pacifisme à l'ère du nucléaire

La question d'un recours à l'armement nucléaire envisagée par le Département militaire, porte le pacifisme historique et les Partisans de la paix à réunir leurs efforts dans la création le 18.5.1958, du « Mouvement suisse contre l'armement atomique » (MSCAT) qui recrute ses membres dans les sphères intellectuelles du pays. Le Dr. Albert Schweizer, Jules Humbert-Droz, Willi Kobe donnent une forte impulsion à ce courant antiatomique. Une initiative en faveur de l'abandon de l'équipement nucléaire du 1.4.1959, récolte 75.000 signatures. Le peuple suisse se prononcera dans le référendum, du 31.3 au 1.4.1962 contre le nucléaire par 537,138 votes en faveur de l'abandon et 286,995 contre. Le 12.5.1963 se déroule la première « Marche suisse de la paix » entre Lausanne et Genève.

Marches de la paix et autres initiatives pour la paix

La conclusion du traité de Moscou de 1963 sur la limitation des essais nucléaires, porte le MSCAT à s'intéresser à la création en Europe centrale d'une zone dénucléarisée englobant la Suisse. A partir de 1964 seront organisées plusieurs marches de Pâques. Celle de 1965 entre Olten et Bâle rencontre l'hostilité de la population. En 1968, le Conseil fédéral abandonne l'idée d'acheter des armes atomiques. Cette période est marquée par la guerre du Vietnam puis mai 68 : le pacifisme assume la forme d'un vaste mouvement de contestation anti-impérialiste et tiers-mondiste qui réunit une pluralité de courants et de manifestations : débats publics, récolte de fonds, dialogue est-ouest, etc. Au niveau de l'éducation, l'éditeur Jacques Mühlethaler fonde en 1967 à Genève, l'Ecole instrument de paix. La Centrale sanitaire suisse parvient à rallier à sa cause humanitaire plusieurs autres mouvances pacifistes en soutenant le Nord Vietnam. Le courant chrétien et anti-violent du pacifisme, lui, poursuit également des échanges entre est et ouest et c'est grâce au pasteur Michel Grenier que le Centre Martin King est créé en 1968. Il permettra aux objecteurs de conscience de mieux s'organiser. A partir de 1972 il y a une réorientation du mouvement de la paix Suisse vers l'environnement et la lutte écologiste. Les années 80'sont marquées par la campagne européenne de désarmement nucléaire (END) débutée en Grande-Bretagne en 1980 qui appelle à l'indépendance de Washington et de Moscou et à l'abandon du déploiement de missiles Cruise, Pershing, SS20 et à la création d'une zone de dénucléarisation allant de la Pologne au Portugal incluant la Suisse. Le 5.12.1981, 42 organisations de la paix, représentées par 30,000-40,000 personnes se réunissent à Berne pour demander un désarmement simultané est-ouest. D'autres manifestations se déroulent à Genève où se réunissent le 23.1.1982, 20,000 personnes. Une marche internationale de Pâques passe à travers Basel, Baden et l'Alsace.

Pour une Suisse sans armée

De nouveaux groupements naissent. Le mouvement «Pour une Suisse sans armée et une politique globale de la paix » est fondé par Andreas Gross en septembre 1982. Il

alimente un vif débat public, et la campagne visant un changement constitutionnel pour abolir l'armée récolte 111,300 signatures et a été soutenue le 26.11.1989 par 36% des électeurs, surtout des jeunes.

Les instances politiques favorisent la naissance de plusieurs instituts de recherche sur la paix comme le GIPRI (*Geneva International Peace Research Institute*) en 1983 ou Swiss Peace en 1988.

Les différents courants de la non-violence

Au début du XXIe siècle le pacifisme suisse ne cesse de se diversifier et de s'élargir, et est présent dans tous les courants politiques alternatifs ou gouvernementaux. L'armée, le désarmement, l'objection de conscience, le nucléaire, l'environnement, le développement, la solidarité, l'éducation ne peuvent se passer d'un débat qui appelle à une transformation institutionnelle et à la défense d'une société civile s'engageant contre l'égoïsme, et prônant une réduction des dépenses militaires.

La non-violence, historiquement présente mais minoritaire, semble redevenir une nouvelle force avec la création le 2 octobre 2008 du Réseau romand de non-violence qui réunit 14 organisations pacifistes du pays. ■

Verdiana Grossi

NB : une version abrégée des 3 parties de cet article paraîtra sur le site internet du *Dictionnaire historique et biographique de la Suisse*.

Orientation bibliographique :

AMHERD, Leander, *Die Friedensbewegung in der Schweiz 1945 bis 1980*, Bern, Manuscrite, 1984.

BERETTA, Riccardo, «La Svizzera e l'arma atomica. Il problema politico militare (1955-1969)», Fribourg, Faculté des lettres, 1979.

-« Il pacifismo nel dopo guerre (1945-1968), alcuni punti su una linea », dans *Rivista militare della Svizzera italiana*, no 58, 1982, 97-111 et MICHAUD, Marius, « *Il movimento pacifista svizzero dalle origini al 1939* dans *ibid.*, 205-213.

Die Friedensbewegung. Organisierte Pazifismus in Deutschland, Oesterreich und in der Schweiz, Herausgegeben von Helmut Donat und Karl Holl, Hermes Hanlexikon, 1983.

GROSSI, Verdiana, *Le pacifisme européen 1889-1914*, Bruxelles, Bruylant, 1994.

-« Politiques de la paix en Suisse. Orientations, réalisations et répercussion internationales: 1830-1914 » dans *Intervalles*, no spécial Pacifisme(s), no 64, 2002, 11-43.

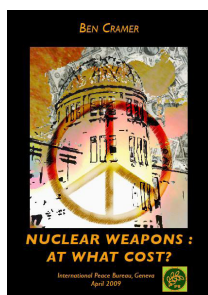
Handbuch Frieden Schweiz, Forum für praxisbezogene Friedensforschung, Basel, 1986.

MICHAUD, Marius, *Les efforts de la Suisse en faveur d'une meilleure compréhension internationale entre les deux guerres mondiales*, Fribourg, Faculté des Lettres, 1964.

STAWARZ, Christophe, *La paix à l'épreuve: la Chaux-de-Fonds, 1880-1914, une cité horlogère au coeur du pacifisme international*, Hauterive, Attinger, 2002.

TANNER, Jacob, "Le pacifisme suisse après 1945," *Relations internationales*, no. 53, 69-82.

ZWAHLEN, Urs, *Die Schweizerische Friedensbewegung bis zum Ersten Weltkrieg*, Lizentiatsarbeit bei Prof. Dr. Beatrix Mesmer, Universität Bern, Wintersemester 1984-1985.



Nuclear Weapons. At what cost?

Cramer, Ben.
Editions International Peace
Bureau, 2009

Folie : faits et chiffres.

Le livre n'est pas long mais il en dit beaucoup. Il est aussi fort indigeste en raison de la quantité de chiffres assés et de la nausée qui ne manque pas de monter, chapitre après chapitre.

Il y a actuellement, un total d'environ 23'000 bombes nucléaires dans 9 pays. Pays par pays, il est rapporté comment ces armements ont vu le jour. Pour certains pays, par exemple Israël ou la Corée du Nord, le secret officiel est opaque. Pour d'autres, comme les USA ou la France, les traités dont ils sont signataires obligent une certaine transparence. Les efforts faits alors pour assurer que la transparence soit la plus trouble possible sont une des sources de la nausée.

Il était un temps où il semblait clair que seuls les pays les plus riches et les plus avancés technologiquement, avaient les moyens de se doter de l'arme nucléaire. L'Inde et la Chine ont rendu cette idée caduque mais il s'agissait encore de très grand pays. Caduque aussi, cette limitation. La Corée de Nord, un pays, à peine trois fois grand comme la Suisse et dont la population est parmi les plus pauvres du monde, fait aussi sauter sa bombe. Avec ça rien n'est encore dit des groupes ou mouvements qui pourraient aussi être attirés par l'aventure nucléaire.

Mettre un prix à tout cela est évidemment bien difficile, mais Ben Cramer apporte sans doute la meilleure réponse possible. Il est précis et relativement détaillé dans ce qui peut être évalué tout en discutant attentivement les domaines d'incertitudes ou de franche inconnue. Résultat global : 80 milliards de dollars précieusement dépensés chaque année pour quelque chose que l'ensemble des nations estime globalement néfaste.

Et justement, parce que l'ensemble des nations estime que les armes nucléaires devraient être éliminées, on peut trouver dans le livre quelques chapitres porteurs d'espoir. L'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan qui, sous l'URSS étaient des Républiques nucléarisées, ne le sont plus. Il en a été de même pour l'Afrique du sud qui est, à mon sens, le cas exemplaire de retrait du club nucléaire. Ces développements sont aussi analysés dans l'ouvrage de Cramer et, sans surprise, on apprend que la dénucléarisation, comme d'ailleurs la limitation et le contrôle des armes existantes, coûtent incomparablement moins cher que leur développement ... avec toutefois des exceptions, comme par exemple la « dénucléarisation de l'Irak : 6 ans de guerre et beaucoup de bombes classiques pour zéros bombes nucléaires en moins. L'avenir serait plus prometteur si les pays riches voulaient bien mettre plus d'efforts et d'argent dans le contrôle des armements, la dénucléarisation et la promotion de la paix.

Pour ceux qui travaillent dans ces domaines, le livre de Cramer est un outil indispensable. ■ Jacques Dubochet



L'ECONOMIE CONTRE LE DEVELOPPEMENT ?

Pour une éthique du
développement mondialisé
Christian COMELIAU
Préface de Stéphane HESSEL

L'Harmattan, 2009, 274 pages
ISBN : 978-2-296-08209-0 •

Nous parlons sans cesse de « développement », mais nous maîtrisons fort peu l'évolution de notre monde : celle-ci apparaît à beaucoup d'observateurs comme de plus en plus inacceptable, sur le plan éthique et politique, et sans doute de moins en moins viable dans le long terme. Au-delà des vicissitudes de la crise économique et financière actuelle, les raisons de cette inquiétude doivent être recherchées dans l'organisation même de notre système, qui prétend cependant à une généralisation planétaire : car ce système procède d'une conception de l'homme et de la société étroitement réductrice. Elle est centrée sur les ambitions individualistes et matérialistes, mais elle ignore les dimensions de la responsabilité collective, des appels au dépassement et des équilibres des écosystèmes. Les aspects réducteurs de cette conception sont encore aggravés par les instruments conceptuels sur lesquels s'appuie sa mise en œuvre : prédominance quasi absolue des préoccupations économiques sur toute autre préoccupation sociale, mais aussi priorité à la seule logique de l'économie marchande. Ces réductionnismes successifs se renforcent mutuellement pour créer une sorte d'enfermement dans un raisonnement trop étroit pour permettre une ré-orientation et une maîtrise satisfaisante de ce monde. L'effort prioritaire exigé des citoyens du monde du XXI^e siècle est donc celui d'une refondation philosophique et éthique de notre conception de l'homme et de la société, combinant l'universalisme et la reconnaissance de la diversité, avant même celui d'un remodelage de nos instruments économiques et techniques.

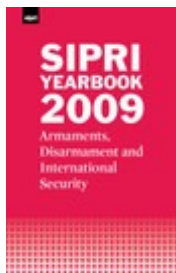
Introduction

Chapitre 1- Richesse, enrichissement, pauvreté

Chapitre 2 - La régulation de l'économie mondiale

Chapitre 3 - La conception de l'homme et de la société

Christian Comeliau est docteur en droit, docteur en sciences économiques et spécialiste de l'économie du développement. Il est membre honoraire du Conseil de Fondation du GIPRI. Il a été successivement chercheur et professeur à l'Université de Kinshasa, économiste à la Banque mondiale à Washington D.C., membre de l'équipe du projet « Interfuturs » puis du Centre de Développement à l'OCDE à Paris, chargé de mission au Commissariat du Plan à Paris, et enfin professeur à l'Institut Universitaire d'Etudes du Développement à Genève. Il a publié une quinzaine d'ouvrages, qu'il a rédigés ou dont il a dirigé la rédaction. ■



Le SIPRI édite son rapport annuel

Précurseur célèbre du GIPRI qui s'est inspiré de son acronyme, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) <http://www.sipri.org> édite son rapport annuel sur les armes et les conflits

<http://www.sipri.org/yearbook> .

Pour la période 2004-2008, les cinq principaux vendeurs d'armes conventionnels (78%) sont les Etats-Unis (31%), la Russie (25%), l'Allemagne (10%), la France (8%) et le Royaume-Uni (4%). Les trois principaux clients des Etats-Unis sont la Corée du Sud, Israël, et les Emirats Arabes Unis (EAU). Les trois principaux acheteurs de la Russie sont la Chine, l'Inde et l'Algérie. Les trois premiers clients de l'Allemagne sont la Turquie, la Grèce et l'Algérie. Les trois premiers acheteurs de la France sont les EAU, Singapour et la Grèce. Les premiers acheteurs du Royaume-Uni sont les Etats-Unis, l'Inde et le Chili. Au total, les principaux importateurs d'armes au monde sont la Chine (11%), l'Inde (7%), les EAU (6%), la Corée du Sud (6%), la Grèce (4%) et Israël (4%).

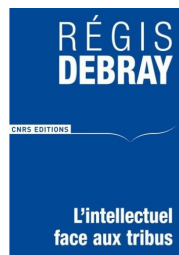
Si l'on considère la situation du côté des acheteurs, les résultats sont les suivants. La Chine (11% des importations) est fournie essentiellement par la Russie (92%), la France (3%) et l'Ukraine (2%). L'Inde (7% des importations) est alimentée en armes par la Russie (71%), le Royaume-Uni (9%) et Israël (6%). Les EAU (6%) sont livrés par les Etats-Unis (54%), la France (43%) et l'Allemagne (15). La Corée du Sud (6% des achats) est approvisionnée par les Etats-Unis (73%), l'Allemagne (12%) et la France (9%). La Grèce (4%) est fournie par l'Allemagne (31%), les Etats-Unis (24%) et la France (24%).

Les livraisons de la Russie à l'Amérique Latine ont augmenté de 900% par rapport à la période 1999-2003. Le basculement à gauche de nombreux pays souhaitant prendre leur distance vis-à-vis des Etats-Unis explique largement le fait. Les exportations d'armes de l'Allemagne ont cru de 70% et sa part de marché est passée de 7 à 10%, rendant compte de la montée en puissance de ce pays après son unification. Le fait que trois des principaux importateurs sont des pays asiatiques témoigne de la montée en puissance de cette région du monde. Bref, les ventes et les achats d'armes sont un bon indicateur de la puissance, économique et politique. Il faut ajouter que les plaques tournantes du commerce illégal, via des sociétés privées, des trafiquants, rendent la réalité plus complexe.

La RSR a organisé mardi 9 juin une émission du Grand 8 sur plusieurs sujets d'actualité, dont le rapport du SIPRI. Gabriel Galice a participé à l'émission qui peut être téléchargée sur <http://g8.rsr.ch/?p=803>

Pour mémoire

Instigatrice du SIPRI, épouse de Gunnar Myrdal, Alva Myrdal (1902-1986) présida la commission royale suédoise qui proposa en 1966 l'établissement de l'Institut suédois. Elle reçut le Prix Nobel de la Paix en 1982 et fut membre d'honneur du GIPRI. Actuellement vice-président du GIPRI, Jozef Goldblat travailla naguère au SIPRI. ■



L'intellectuel face aux tribus de Régis Debray CNRS éditions, Paris, 2008

Ce petit livre est le texte de la conférence prononcée le 3 juin 2008 en hommage à l'écrivain et journaliste libanais Samir Kassir, assassiné en 2005 dans un attentat à la voiture piégée.

Depuis quelque trois décennies, le philosophe Régis Debray trace le sillon de sa réflexion sur la raison et la déraison politique, les formes de l'appartenance et de la fidélité, les figures de la croyance et du sacré. « *Il se mène en ce moment de par le monde une grande dispute, à coups d'images, de mots et de grenades : entre les champions de la liberté individuelle et ceux de la dignité des peuples. (...) le tout-communautaire et le tout-à-l'ego* » Depuis près de vingt ans, Régis Debray conduit une réflexion sur la médiologie (étude des véhicules ou « médiums »)

Fils d'une mère syrienne et d'un père palestinien, enseignant au collège Saint-Joseph de Beyrouth, Samir Kassir est pris pour emblème de l'intellectuel engagé, fidèle à son autonomie personnelle autant qu'à son authenticité collective. Le Liban serait, pour le meilleur et pour le pire, « le laboratoire tourné vers le futur ». Terre jointive entre Orient et Occident, l'ancienne Phénicie donna le jour à une princesse nommée Europe, enlevée par Zeus déguisé en taureau. A travers Samir Kassir, Régis Debray plaide pour l'intellectuel en « mouton noir », sur le modèle de Clemenceau et de Zola lançant dans *l'Aurore*, sous le titre « J'accuse », le manifeste des intellectuels demandant la révision du procès truqué du capitaine Dreyfus.

Florilège : « *On ne blesse pas une opinion, on la discute ou on la critique, alors qu'on blesse une croyance parce qu'elle tient au corps* », « *Qu'est-ce que l'art de gouverner sinon celui de transformer un tas en tout* ».

Ce petit livre conforte le chercheur pour la paix, qui connaît la difficulté d'être le « mouton noir » refusant les idées reçues et la posture grégaire, conditions de l'embrigadement dans le soutien aux guerres du moment. « *Ne nous leurrions pas cependant. Ni Dieu ni l'argent n'aiment les fauteurs de troubles. La ploutocratie parce qu'elle méprise l'homme d'idées, la théocratie parce qu'elle le redoute.* » ■

Gorbatchev au Palais des Nations

A l'initiative conjointe de l'UNITAR (United Nations Institute for Training and Research) et de l'ONUG (United Nations Office at Geneva), Michael Gorbatchev, ancien Président de l'Union Soviétique et Président fondateur de Green Cross International, a donné le 5 octobre 2009, au Palais des Nations, à Genève, une conférence de grande qualité intitulée « Relancer le désarmement nucléaire ». Le thème lui est familier puisque ce fut un chantier majeur de sa politique d'ancien dirigeant de l'Union soviétique.

L'orateur a dressé le tableau des enjeux et formulé des propositions dont la plupart sont familières au GIPRI. Il a rappelé que la course aux armements coûte cher et que cet argent aurait un meilleur emploi. Il a relevé le risque d'accident que constitue la prolifération nucléaire et contesté l'idée reçue de l'équilibre de la terreur nucléaire. Il faut tendre à la dénucléarisation totale de la planète. Interrogé sur l'OTAN, il a dit les espoirs inaboutis de l'immédiat après-guerre froide (conférence de Londres), qui devaient donner à l'Organisation un rôle plus politique que militaire. Il a émis l'opinion que le maintien de l'action militaire constituait des débouchés pour l'industrie d'armement des Etats-Unis.

Michael Gorbatchev a invité les Européens à mettre en oeuvre une politique de sécurité commune indépendante, préalable à un dialogue fécond avec la Fédération de Russie. Insistant sur le fait que le temps des empires était révolu, il invite les Etats-Unis d'Obama à entreprendre une « perestroïka à l'américaine »

Aussitôt après la conférence, la Radio Suisse Romande 1 a organisé en direct un court échange de vue avec Bruno Pellaud, ancien directeur adjoint de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), Alexandre Vautravers, membre du Groupe d'étude stratégique de l'Université Webster de Genève et rédacteur en chef de la "Revue militaire suisse" et Gabriel Galice, vice-président du Conseil de Fondation du GIPRI, l'Institut International de Recherche pour la Paix à Genève. Gabriel Galice devait souligner que le retour à la lettre et à l'esprit du traité de non-prolifération nucléaire (TNP) s'imposait à tous. Le TNP exige en effet une dénucléarisation horizontale (interdiction de nouveaux possesseurs de l'arme nucléaire) mais aussi verticale (suppression progressive par les puissances nucléaires). Or les grands dénoncent abondamment l'arrivée de certains nouveaux, considérés comme particulièrement dangereux, sans montrer eux-mêmes l'exemple de la restriction sérieuse de leur arsenal. ■

Gabriel Galice



Réunion armes extra atmosphériques dans le nouveau bureau du GIPRI avec Gabriel Galice, Gérard Antille, Gert Harigel et Anaël Beauvallet

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), G. Galice (vice-prés.), J. Goldblat (vice-prés.), M. Kohen (secr.), G. Harigel, F. Bieri-Hirlemann (chargée de publications)

Collaborateur : Y. Jänchen (chercheuse-coordinatrice)
**Route des Jeunes, 6, Bâtiment 1, bureaux 38/39
1227 Carouge/GE Suisse
022 301 71 40**

Site internet : www.gipri.ch

Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande à yvonne.jaenchen@gipri.ch

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.